

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 98 — 1254

[C - 98/31144]

12 FEVRIER 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant approbation du règlement d'ordre intérieur des établissements d'enseignement de promotion sociale organisés par la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 163 et 166 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et du 16 juillet 1993 visant à achever la structure de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la résolution du Conseil provincial du 27 avril 1993 portant Règlement organique général des établissements provinciaux d'enseignement, dont la langue d'enseignement est le français;

Vu l'accord de coopération du 30 mai 1994 entre l'Autorité fédérale, la Communauté française, la Communauté flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour le transfert obligatoire, sans indemnisation, du personnel et des biens, droits et obligations de la province de Brabant vers la province du Brabant wallon, la province du Brabant flamand, la Région de Bruxelles-Capitale, les Commissions communautaires visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et vers l'autorité fédérale;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du 4 juillet 1995 du Collège de la Commission communautaire française portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes modifié par l'arrêté du 14 septembre 1995 du Collège de la Commission communautaire française;

Vu les lois sur l'enseignement technique coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1957;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1962 portant règlement général des études dans l'enseignement technique supérieur;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991, organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 fixant le règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1;

Considérant qu'il convient d'instituer un règlement d'ordre intérieur des établissements d'enseignement de promotion sociale dépendant de la Commission communautaire française;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de l'enseignement,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur des établissements d'enseignement de promotion sociale organisés par la Commission communautaire française, annexé au présent arrêté, est approuvé.**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.**Art. 3.** Le membre du Collège qui a l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 février 1998.

Par le Collège :

H. HASQUIN,
Président du Collège chargé du Budget.E. TOMAS,
Membre du Collège chargé de l'Enseignement.

Annexe

**REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR GENERAL
DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE****1. DECLARATION DE PRINCIPE**

L'éducation et la formation professionnelle constituent un projet pédagogique qui requiert confiance, disponibilité, amitié et respect.

Méconnaître les contraintes associées à ce projet, c'est le rendre caduc et risquer de faire échouer toute démarche de formation à laquelle chacun a décidé de se consacrer.

Ces contraintes indispensables à la réussite du projet font l'objet d'un règlement d'ordre intérieur. L'inscription dans l'enseignement de promotion sociale de la Commission communautaire française implique l'acceptation de ce règlement. Son non-respect entraînerait immédiatement une sanction pouvant aller de la mesure d'ordre à la sanction disciplinaire; les récidives et les actions mettant en péril le bon fonctionnement de la communauté scolaire peuvent entraîner de l'exclusion définitive de l'Etablissement.

Quiconque fréquente l'établissement doit pouvoir jouir de l'éducation et s'épanouir dans sa formation sans craindre pour sa santé et son intégrité physique, psychologique et morale. Des dispositions concrètes seront prises par le pouvoir organisateur, l'équipe éducative, les étudiants, selon leur degré de responsabilité, pour assurer une qualité satisfaisante de l'environnement (propreté, lumière, qualité de l'air, locaux salubres et sécurisants, absence d'objets dangereux...)

L'établissement remplira son devoir de communiquer explicitement aux étudiants, toute information utile concernant son projet éducatif, en terme d'objectifs, de critères d'évaluation. Il s'engage dans le cadre de sa mission, à mettre tout en œuvre pour répondre aux besoins de chacun, à soutenir celui qui connaîtrait des difficultés momentanées, dans un climat de transparence et de dialogue.

2. CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement d'ordre intérieur s'applique à l'enseignement de promotion sociale des établissements organisés par la Commission communautaire française.

3. INSCRIPTIONS

Les dispositions légales, décrétales et réglementaires applicables à l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et de régime 2 sont d'application dans les établissements ou sections d'établissements en fonction du régime qui est le leur.

Ces conditions d'inscription sont précisées dans les annexes spécifiques à chaque établissement.

4. CONDITIONS D'ADMISSION

Les dispositions légales, décrétales et réglementaires applicables à l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et de régime 2 sont d'application dans les établissements ou sections d'établissements en fonction du régime qui est le leur.

Ces conditions d'admission sont précisées dans les annexes spécifiques à chaque établissement.

5. NOTIONS DE DISCIPLINE GENERALE

5.1. Tous les membres de la communauté scolaire se respecteront mutuellement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du site des cours. Les échanges de propos seront aimables et pondérés.

En cas de conflit, le Chef d'établissement joue le rôle de médiateur, prend ou propose les sanctions qui s'imposent dans le respect de l'arrêté du Collège du 29 février 1996 de la Commission communautaire française relatif aux sanctions disciplinaires applicables aux élèves des établissements d'enseignement.

Cet arrêté peut être consulté au secrétariat de l'établissement.

5.2. La consommation d'alcool et de drogues est interdite. Dans les limites fixées par l'arrêté royal du 31 mars 1987, il est strictement interdit de fumer à l'intérieur des bâtiments.

5.3. La Direction décline toute responsabilité en cas de vol, de perte ou de déprédation des objets appartenant aux élèves.

5.4. La Direction réunit les professeurs, chargés de cours et experts quand il le juge à propos, aux fins d'examiner avec eux toute question intéressant l'organisation de l'école.

5.5. A l'issue des cours, les étudiants doivent remettre les locaux en ordre. Avant de sortir de la classe, ils veilleront à remettre les bancs à leur place initiale, fermeront portes et fenêtres, éteindront les lumières. Toute dégradation est signalée au secrétariat.

5.6. Les règlements généraux des études de l'enseignement de promotion sociale peuvent être consultés au secrétariat.

6. FREQUENTATION SCOLAIRE

6.1. Sur le chemin de l'établissement, l'assurance scolaire ne couvre l'étudiant que s'il emprunte le trajet normal qu'il doit accomplir afin de se rendre de son domicile ou de son lieu de travail au lieu où se déroule l'activité scolaire et vice-versa.

6.2. Les horaires des cours doivent être respectés.

6.3. Afin que l'enseignement puisse se donner dans les meilleures conditions, les étudiants sont tenus d'arriver quelques minutes avant le début des cours.

En cas de retard, l'étudiant passe préalablement au secrétariat, avant de se rendre au cours, afin de signaler sa présence. Dans le décompte des absences, sauf motif exceptionnel laissé à l'appréciation du Chef d'établissement, un retard est comptabilisé comme une absence à la période de cours considérée.

6.4. Les dispositions légales, décrétales et réglementaires applicables à l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et de régime 2 concernant la fréquentation des cours et l'assiduité sont d'application dans les établissements ou sections d'établissements en fonction du régime qui est le leur.

Ces conditions de fréquentation et d'assiduité sont précisées dans les annexes spécifiques à chaque établissement.

7. PARTICIPATION AUX EXAMENS

7.1. Un mois avant la fin des cours, tous les étudiants ayant satisfait aux conditions d'assiduité sont inscrits automatiquement en première session. Les étudiants qui désirent ne pas présenter la première session doivent demander par écrit, leur inscription en deuxième session. Cette demande motivée doit parvenir à la direction avant la fin de la première session. Le chef d'établissement apprécie la validité du motif et peut autoriser l'étudiant à présenter la deuxième session.

7.2. A l'issue de la délibération de la première session, les élèves ajournés prennent connaissance, par voie d'affichage aux valves ou par voie de communication émanant de la Direction ou de son délégué, de l'horaire de la deuxième session. Ils doivent s'y inscrire par écrit.

7.3. L'horaire des examens est affiché aux valves quinze jours avant le début de la session.

7.4. L'absence à un examen est considérée comme un abandon. Les motifs d'absence sont appréciés par le Chef d'établissement sur base de preuves matérielles.

8. SANCTION DES ETUDES

Les dispositions légales, décrétales et réglementaires applicables à l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et de régime 2 sont d'application dans les établissements ou sections d'établissements en fonction du régime qui est le leur.

Elles sont précisées dans les annexes spécifiques à chaque établissement.

9. DELIBERATIONS

Les délibérations tenues à huis-clos sont secrètes. Le cas de chaque étudiant est analysé individuellement. Les décisions sont rendues publiques à l'issue des délibérations.

L'ajournement ou le refus d'un étudiant doivent être motivés formellement.

10. CONDITIONS DE REUSSITE

10.1. La responsabilité d'évaluer la formation des étudiants et de prononcer leur passage dans l'année supérieure est exercée collégialement en Conseil de Classe ou en Conseil des études.

10.2. Les dispositions légales, décrétales et réglementaires applicables à l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et de régime 2 sont d'application dans les établissements ou sections d'établissements en fonction du régime qui est le leur.

Ces conditions de réussite sont précisées dans les annexes spécifiques à chaque établissement.

11. ACCEPTATION DU REGLEMENT

L'inscription dans un établissement de promotion sociale de la Commission communautaire française implique l'acceptation de l'intégralité des clauses du présent règlement d'ordre intérieur (ROI).

Un exemplaire de ce ROI est remis à chaque étudiant, qui signera une attestation déclarant l'avoir reçu.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 12 février 1998 portant approbation du règlement d'ordre intérieur des établissements d'enseignement de promotion sociale organisés par la Commission communautaire française.

Par le Collège :

H. HASQUIN,
Président du Collège chargé du Budget.

E. TOMAS,
Membre du Collège chargé de l'Enseignement.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 98 — 1254

[C - 98/31144]

12 FEBRUARI 1998. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de onderwijsinstellingen voor sociale promotie, georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 136, 163 en 166 van de Grondwet, gecoördineerd door de wet van 17 februari 1994;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten en van 16 juli 1993 tot vervollediging van de staatsstructuur;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de resolutie van de Provincieraad van 27 april 1993 betreffende het Reglement houdende algemene organisatie van de provinciale onderwijsinstellingen met het Frans als onderwijstaal;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994 tussen de federale Overheid, de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de verplichte overheveling, zonder schadevergoeding, van het personeel en de goederen, rechten en plichten van de provincie Brabant naar de provincie Waals-Brabant, de provincie Vlaams-Brabant, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschapscommissies zoals bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende Brusselse instellingen, en naar de federale overheid;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot verdeling van de bevoegdheden van zijn leden;

Gelet op het besluit van 4 juli 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot regeling van zijn werking en tot regeling van de ondertekening van zijn akten, gewijzigd bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 september 1995;

Gelet op de wetten op het technisch onderwijs, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 30 april 1957;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 1962 houdende algemeen reglement van de studies in het hoger technisch onderwijs;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 20 juli 1993 tot vaststelling van het algemeen reglement voor de studies in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 20 juli 1993 tot vaststelling van het algemeen reglement voor de studies in het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

Overwegende dat het aangewezen is een huishoudelijk reglement in te voeren voor de onderwijsinstellingen voor sociale promotie die afhangen van de Franse Gemeenschapscommissie;

Op voorstel van het Lid van het College, belast met onderwijs,

Besluit :

Artikel 1. Het bij het besluit gevoegde huishoudelijk reglement van de onderwijsinstellingen voor sociale promotie, georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1997.

Art. 3. Het lid van het College, bevoegd voor onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 februari 1998.

Namens het College :

H. HASQUIN,
Voorzitter van het College belast met Begroting.

E. TOMAS,
Lid van het College belast met Onderwijs.

Bijlage

**ALGEMEEN HUISHOUDELIJK REGLEMENT
VAN DE ONDERWIJSINSTELLINGEN VOOR SOCIALE PROMOTIE****1. BEGINSELVERKLARING**

Beroepsonderwijs en -opleiding omvatten een pedagogisch project gebaseerd op vertrouwen, openheid, vriendschap en respect.

Wanneer de vereisten eigen aan dit project niet worden opgevolgd, verliest het alle zin en dreigt elke gekozen opleidingsvorm te mislukken.

Deze vereisten, die onontbeerlijk zijn voor het welslagen van het project, worden opgenomen in een huishoudelijk reglement. De inschrijving voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschapscommissie houdt de aanvaarding van dat reglement in. De niet-naleving ervan leidt tot een onmiddellijke sanctie, gaande van een ordemaatregel tot een tuchtstraf; recidief gedrag en acties die de goede werking van de schoolgemeenschap in het gedrang brengen, kunnen aanleiding geven tot de definitieve uitsluiting uit de instelling.

Wie schoolgaat moet onderwijs kunnen genieten en de mogelijkheid hebben om zich ontplooien gedurende zijn opleiding zonder dat afbreuk wordt gedaan aan de gezondheid en de morele, psychologische en fysieke integriteit. De inrichtende macht, het onderwijzend personeel en de studenten nemen elk naar gelang van hun mate van verantwoordelijkheid concrete maatregelen om de kwaliteit van de leefomgeving (netheid, licht, luchtkwaliteit, gezonde en veilige lokalen, afwezigheid van gevaarlijke voorwerpen,...) te garanderen.

De instelling geeft de studenten alle nuttige omstandige informatie over het pedagogisch project wat de doelstellingen en evaluatiecriteria betreft. In het raam van haar opdracht doet zij er alles aan om tegemoet te komen aan ieders behoeften en diegenen met acute problemen te helpen in een geest van openheid en dialoog.

2. TOEPASSINGSGBIED

Dit huishoudelijk reglement is van toepassing op het onderwijs voor sociale promotie in de instellingen die georganiseerd worden door de Franse Gemeenschapscommissie.

3. INSCHRIJVINGEN

De reglementaire, decretale en wetsbepalingen betreffende het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en 2 gelden voor de instellingen of afdelingen naar gelang van het stelsel waartoe zij behoren.

Deze inschrijvingsvoorwaarden zijn omschreven in de specifieke bijlagen voor elke instelling.

4. TOELATINGSVOORWAARDEN

De reglementaire, decretale en wetsbepalingen betreffende het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en 2 gelden voor de instellingen of afdelingen naar gelang van het stelsel waartoe zij behoren.

Deze toelatingsvoorwaarden zijn omschreven in de specifieke bijlagen voor elke instelling.

5. DE ALGEMENE DISCIPLINE

5.1. Alle leden van de schoolgemeenschap betonen elkaar respect zowel binnen als buiten de leslokalen. Elke vorm van communicatie verloopt vriendelijk en bedachtzaam.

Bij conflicten speelt het schoolhoofd de rol van bemiddelaar; hij neemt de aangewezen sancties of stelt ze voor met inachtneming van het besluit van 29 februari 1996 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de tuchtsancties voor studenten van onderwijsinstellingen.

Dit besluit ligt ter inzage op het secretariaat van de instelling.

5.2. Alcohol- en druggebruik zijn verboden. Binnen de perken die zijn vastgesteld bij koninklijk besluit van 31 maart 1987 geldt een strikt rookverbod binnenin de gebouwen.

5.3. De Directie is niet verantwoordelijk voor diefstal, verlies of schade aan voorwerpen die toebehoren aan de studenten.

5.4. De Directie roept de leerkrachten, studiemeesters en deskundigen bijeen wanneer zij dat raadzaam acht om samen met hen elke kwestie in verband met de schoolorganisatie te bespreken.

5.5. Na afloop van de lessen brengen de studenten de lokalen in orde. Voor het verlaten van de klas zorgen zij ervoor dat de banken op hun oorspronkelijke plaats staan, zij sluiten deuren en vensters en doven de lichten. Beschadiging wordt aan het secretariaat meegedeeld.

5.6. De algemene reglementen betreffende de studies in het onderwijs voor sociale promotie liggen ter inzage op het secretariaat.

6. SCHOOLBEZOEK

6.1. Op weg naar school is de student enkel door de schoolverzekering gedekt wanneer hij de gebruikelijke weg aflegt van zijn huis of werkplaats naar de plaats waar zijn schoolactiviteiten plaatsvinden en omgekeerd.

6.2. De lessen moeten worden nageleefd.

6.3. Om lesgeven optimaal te laten verlopen, moeten de studenten enkele minuten vóór de aanvang der lessen aanwezig zijn.

Bij een laattijdige aankomst begeeft de student zich naar het secretariaat alvorens naar de les te gaan om zijn aanwezigheid kenbaar te maken. Behoudens uitzonderlijke redenen waarover het schoolhoofd dient te oordelen, wordt een laattijdige aankomst in de telling van de afwezigheden beschouwd als een afwezigheid gedurende de desbetreffende lestijd.

6.4. De reglementaire, decretale en wetsbepalingen betreffende het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en 2 met betrekking tot het schoolbezoek en de regelmatige aanwezigheid gelden voor de instellingen of afdelingen naar gelang van het stelsel waartoe zij behoren.

Deze voorwaarden betreffende het schoolbezoek en de regelmatige aanwezigheid zijn omschreven in de specifieke bijlagen voor elke instelling.

7. DEELNAME AAN DE EXAMENS

7.1. Een maand voor het einde van de lessen worden de studenten die regelmatig aanwezig zijn geweest automatisch ingeschreven voor de eerste zitting. De studenten die geen eerste zitting wensen af te leggen, moeten een schriftelijke aanvraag doen tot inschrijving voor de tweede zitting. De directie moet in het bezit zijn van deze gemotiveerde aanvraag vóór de afloop van de eerste zitting. Het schoolhoofd oordeelt over de geldigheid van de reden en kan de student toelating geven om de tweede zitting bij te wonen.

7.2. Na de deliberatie van de eerste zitting nemen de kandidaten met herexamens kennis van het uurrooster van de tweede zitting via de berichten ad valvas of bij monde van de directie of de afgevaardigde. De inschrijving ervoor gebeurt schriftelijk.

7.3. Het examenrooster wordt vijftien dagen vóór de aanvang van de zitting ad valvas bekendgemaakt.

7.4. Afwezigheid op een examen wordt beschouwd als opgave. Het schoolhoofd oordeelt over de redenen van een afwezigheid op grond van feitelijke bewijzen.

8. BEKRACHTIGING VAN DE STUDIES

De reglementaire, decretale en wetsbepalingen betreffende het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en 2 gelden voor de instellingen of afdelingen naar gelang van het stelsel waartoe zij behoren.

Ze zijn omschreven in de specifieke bijlagen voor elke instelling.

9. DELIBERATIES

De deliberaties gebeuren achter gesloten deuren en zijn geheim. Het geval van elke student wordt individueel besproken. De beslissingen worden openbaar gemaakt na afloop van de deliberaties. Herexamen of weigering van een student moeten formeel worden gemotiveerd.

10. VOORWAARDEN OM TE SLAGEN

10.1. De verantwoordelijkheid voor de evaluatie van de opleiding van de studenten en voor het overgaan naar een hoger leerjaar wordt collegiaal uitgeoefend in de Klassenraad of de Studieraad.

10.2. De reglementaire, decretale en wetsbepalingen betreffende het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en 2 gelden voor de instellingen of afdelingen naar gelang van het stelsel waartoe zij behoren.

Deze voorwaarden om te slagen zijn omschreven in de specifieke bijlagen voor elke instelling.

11. AANVAARDING VAN HET REGLEMENT

De inschrijving in een onderwijsinstelling voor sociale promotie van de Franse Gemeenschapscommissie veronderstelt de aanvaarding van alle clausules van dit huishoudelijk reglement (HR).

Elke student krijgt een exemplaar van dit HR en ondertekent een ontvangstverklaring.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 februari 1998 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de onderwijsinstellingen voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

Namens het College :

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College belast met Begroting.

E. TOMAS,

Lid van het College belast met Onderwijs.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

DIENTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[S - C - 98/21095]

23 JANUARI 1998. — Koninklijk besluit houdende de benoemingen in de Kroonorde

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Willende de diensten erkennen bewezen door de personen hierna vermeld;

Op de voordracht van Onze Minister van Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Wordt benoemd tot Grootofficier in de Kroonorde :

— de heer Thys van den Audenaerde, Dirk

Werkend lid van de Koninklijke Academie voor Overzeese Wetenschappen

Ranginneming : 15 november 1995.

Art. 2. Worden benoemd tot Commandeur in de Kroonorde :

— de heer Cuypers, Jean-Baptiste Martin François

Hoofd van een afdeling bij het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika

Ranginneming : 8 april 1996

— de heer Malcorps, Henri

Directeur bij het Koninklijk Meteorologisch Instituut van België

Ranginneming : 15 november 1997

— Mevr. Indestege, Elisabeth Maria Hubertine Hendrika

Hoofd van een afdeling bij de Koninklijke Bibliotheek van België

Ranginneming : 8 april 1995

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[S - C - 98/21095]

23 JANVIER 1998. — Arrêté royal concernant les nominations dans l'Ordre de la Couronne

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Voulant reconnaître les services rendus par les personnes mentionnées ci-après;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est nommé Grand Officier de l'Ordre de la Couronne :

— M. Thys van den Audenaerde, Dirk

Membre titulaire de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer

Prise de rang : 15 novembre 1995.

Art. 2. Sont nommés Commandeur de l'Ordre de la Couronne :

— M. Cuypers, Jean-Baptiste Martin François

Chef de section de Musée royal de l'Afrique centrale

Prise de rang : 8 avril 1996

— M. Malcorps, Henri

Directeur à l'institut royal météorologique de Belgique

Prise de rang : 15 novembre 1997

— Mme Indestege, Elisabeth Maria Hubertine Hendrika

Chef de section à la Bibliothèque royale de Belgique

Prise de rang : 8 avril 1995